



L'économie de la Guyane en 2013 Quelques signes d'amélioration en fin d'année

Après une année 2012 en demi-teinte, l'économie guyanaise a marqué le pas jusqu'au troisième trimestre 2013. La fin de l'année montre toutefois des signes de reprise avec une consommation des ménages en hausse et un redémarrage de l'investissement des entreprises. Dans ce contexte, la situation sur le marché du travail s'est dégradée à nouveau en 2013.

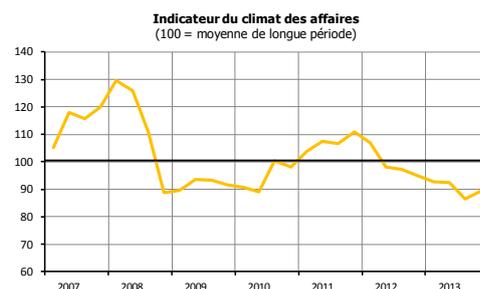
L'évolution du volume d'affaires et des performances est contrastée selon le secteur d'activité. Les secteurs aurifère, de la construction et du spatial affichent des signes de contraction en 2013, alors que les acteurs du tourisme et de l'élevage expriment un certain optimisme.

L'activité de financement, en croissance continue en Guyane, est toujours portée majoritairement par le secteur de l'habitat comprenant d'une part, les crédits alloués aux bailleurs sociaux pour la construction de logements, et d'autre part, les crédits aux ménages pour l'acquisition de biens immobiliers. La collecte d'épargne progresse de nouveau en 2013 mais à un rythme moins élevé que l'année précédente, en raison d'une opération exceptionnelle survenue au cours de l'année 2012.

L'ACTIVITÉ PEINE À SE REDRESSER

Léger redressement du climat des affaires

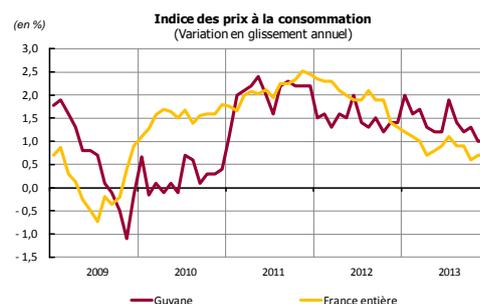
En 2013, l'indicateur du climat des affaires (ICA) demeure dans une situation dégradée. Bien que se situant en deçà de sa moyenne de longue période, l'ICA est resté relativement stable au premier semestre (92,6 points). Après cette pause, l'ICA a de nouveau perdu 6,2 points mais s'est redressé au quatrième trimestre sans toutefois retrouver un niveau satisfaisant. Les prévisions pessimistes sur l'évolution de l'activité en 2013 ont impacté négativement l'ICA. Les perspectives d'activité pour les premiers mois de 2014 sont en revanche plus favorables.



Source : Iedom, enquête de conjoncture

L'inflation recule légèrement

L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 1,4 % en moyenne annuelle en 2013, contre 1,5 % en 2012. En glissement annuel, l'indice croît de 1,0 % à fin décembre 2013, tiré principalement par les prix de l'alimentation (+3,1 %) et des services (+1,0 %).

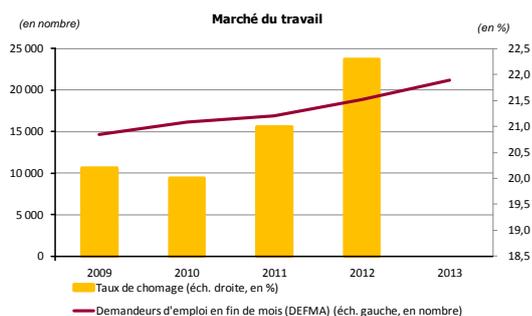


Source : Insee

Un marché du travail morose

A fin décembre 2013, le marché de l'emploi se détériore. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 21 200, en hausse de 12,5 % par rapport à fin décembre 2012.

Le nombre d'offres d'emplois durables (six mois ou plus) progresse de 87,3 % sur un an ; celui des inscrits ne cesse de croître également. Les femmes pâtissent le plus de cette situation (en CVS, 12 867 femmes demandeurs d'emploi contre 8 914 hommes). Néanmoins, la progression des jeunes hommes recensés à Pôle emploi est plus forte que celle des jeunes femmes (respectivement +31,7 % contre +7,1 %). Chez les 50 ans et plus (3 966 personnes) et les moins de 25 ans (3 699 personnes), le nombre d'inscrits progresse de 17,1 % CVS.

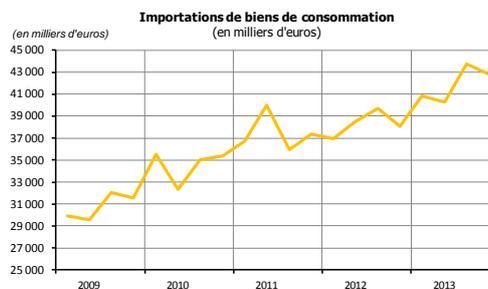


Source : Diecctc, Insee

Le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) croît de 11,3 % avec 17 125 personnes recensées au 31 décembre 2013. Par ailleurs, le taux de chômage au sens du BIT était de 22,3 % en juin 2012 et celui des jeunes (de 15 à 24 ans) avait atteint 51,5 %.

Une consommation des ménages en progression

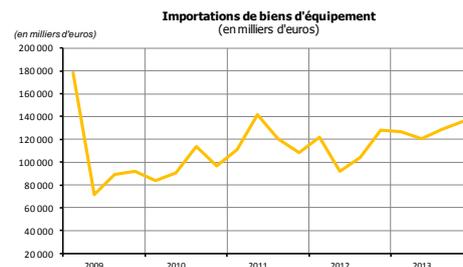
La consommation des ménages progresse en 2013. Sur un an, les importations de biens de consommation augmentent de 9,3 %. Au contraire, les importations d'équipements électriques et ménagers s'inscrivent en baisse (-4,4 %), à l'instar des ventes de véhicules de tourisme neufs (-1,6 %). Dans le même temps, les crédits à la consommation repartent à la hausse (+3,7 %) pour totaliser 170,7 M€ d'encours. Enfin, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont contrastés : le nombre de retraits de cartes bancaires diminue de 45,2 % (soit 2 200 retraits en 2013, contre 4 014 en 2012), alors que le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire s'inscrit en hausse (+6,4 % en glissement annuel à fin décembre 2013).



Source : Douanes, CVS Iedom

L'investissement des entreprises se redresse malgré des prévisions défavorables

Les importations de biens d'équipement affichent une hausse notable (+15,7 % en valeur sur un an) avec un premier semestre atone et une progression marquée et régulière en fin d'année 2013. De même, les crédits d'investissement aux entreprises progressent de 5,3 % en 2013, quasi intégralement portés par l'augmentation des crédits à l'équipement (+7,0 %). L'enquête de conjoncture du quatrième trimestre 2013 de l'IEDOM fait néanmoins état de prévisions d'investissement mal orientées pour le sixième trimestre consécutif, sauf dans le secteur du tourisme.



Source : Douanes, CVS Iedom

Des exportations en hausse

Les chiffres du commerce extérieur de décembre 2013 montrent une croissance des exportations en valeur (+31,0 % à 292,6 M€ en 2013 contre +44,6 % en 2012). Cette évolution est imputable à la réexportation de machines industrielles de sondage ou de forage à destination de Trinidad-et-Tobago (+273 %). Les importations progressent quant à elles de 6,9 % en 2013, contre +9,2 % en 2012, pour atteindre 1 588,9 M€.

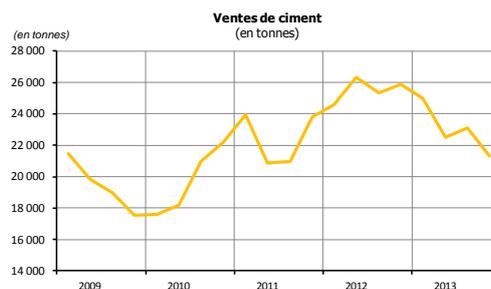
UNE MAJORITÉ DE SECTEURS EN RETRAIT

L'élevage poursuit son redressement

L'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires reste plutôt favorablement orientée en 2013. Alors que les abattages de viandes bovines et porcines progressent sur l'année (respectivement +13,8 % et +16,0 %), leurs importations diminuent respectivement de 4,2 % et 5,7 %. Les exportations de produits agroalimentaires augmentent en valeur (+2 %) alors que les importations restent quasi stables (-0,5 %). Les quantités de poissons exportées augmentent mais moins que l'an dernier (+1,9 % en 2013 contre 5,8 % en 2012), et le tonnage de crevettes à l'export conserve la même tendance (+7,4 %) grâce à un début d'année bien orienté. Le secteur reste toutefois en grande difficulté depuis 2010, année qui a vu le tonnage exporté passer en dessous du seuil du millier. La moyenne exportée qui s'élevait à 1 500 tonnes entre 2004 et 2009 est passée à environ 600 tonnes depuis 2010. La fragilité des infrastructures et le manque d'attractivité de la filière sont autant de facteurs de frein à son développement.

Un secteur de la construction essoufflé

Dans le secteur de la construction, les ventes de ciment ont régressé de 9,9 % sur l'année 2013. Les deux premiers trimestres ont affiché une baisse des ventes. Malgré le léger regain du troisième trimestre, la fin d'année a vu les ventes diminuer, particulièrement sur les ventes en vrac. De plus, pour la fin d'année, aucun signe de reprise du marché n'a été perçu par les acteurs du secteur. Le nombre de logements sociaux mis en chantier est en recul : il a atteint 609 en 2013 contre 1 087 en 2012. Par ailleurs, même si le volume de logements en construction reste largement inférieur à la demande exprimée, les professionnels n'anticipent pas de reprise pour le début d'année 2014.

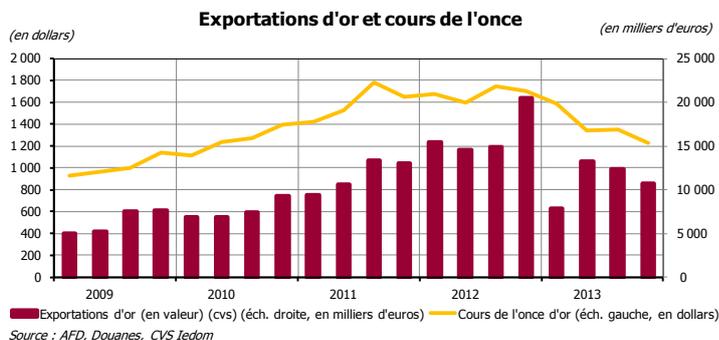


Source : Ciments guyanais, CVS/CJO Iedom

Les secteurs aurifère et bois en berne

Les exportations d'or diminuent sensiblement en 2013. La Guyane exporte 1,35 tonne d'or (-21,9 % sur un an) pour une valeur de 44 M€ (-32,3 %). L'image de valeur refuge du métal précieux s'est érodée en 2013.

Les exportations de bois en valeur représentent 2 187 M€, soit une diminution de 19,9 % sur un an. Hormis en 2012, les exportations de bois en valeur ne cessent de régresser.



Une activité spatiale en léger recul

Avec 7 lancements de fusées en 2013 (4 Ariane-5, 2 Soyouz, 1 Vega) contre 10 en 2012, l'activité du secteur spatial s'est repliée. Les tirs ont permis la mise en orbite de 14 satellites (dont le lancement d'un véhicule automatique de transfert (ATV) assurant le ravitaillement de la station spatiale internationale), contre 18 l'an passé. L'année 2013 a vu la signature de 18 contrats de lancement pour Arianespace, pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros. Arianespace a obtenu la possibilité d'engager un programme visant à augmenter, sans perte de performance, le volume disponible sous coiffe et de construire un nouveau bâtiment de remplissage en carburant de l'étage de Soyouz. Les premières réalisations sont attendues pour le second semestre 2015.

Le secteur touristique conforte sa bonne orientation

Le trafic à l'aéroport de Cayenne-Félix Eboué progresse légèrement avec un total de 437 599 passagers enregistrés à fin décembre 2013 (soit +2,0 % sur un an, contre -1,5 % en 2012).

Le taux d'occupation mensuel des hôtels homologués s'élève à 59 % en moyenne sur 2013 (60 % en 2012). Le nombre de nuitées régresse de 3 % (273 000 nuitées en cumul annuel en octobre 2013 contre 282 000 en octobre 2012). Après un premier trimestre en repli, les professionnels du secteur du tourisme ont observé une activité bien orientée à la fin de l'année 2013. Leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an sont plutôt favorables.

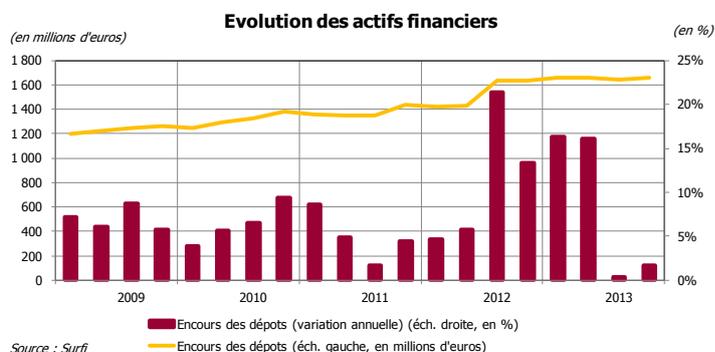
LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE TOUJOURS EN PROGRESSION

Malgré un contexte économique en demi-teinte, l'activité bancaire du département s'inscrit en hausse à fin décembre, avec une progression du niveau de financement de l'économie (+5,6 %, soit 139,2 M€), portant l'encours sain de crédit à 2 633,8 M€, ainsi qu'une croissance de la collecte d'épargne, avec des actifs financiers en augmentation de 1,6 % en 2013 (soit +26,8 M€) pour s'établir à 1 658,7 M€. Cette évolution s'affiche comme moins importante qu'en 2012 en raison d'une opération exceptionnelle survenue au troisième trimestre 2012 qui avait fortement impacté à la hausse les actifs bancaires de la place.

Une collecte d'épargne en hausse en dépit d'une baisse de placements en action

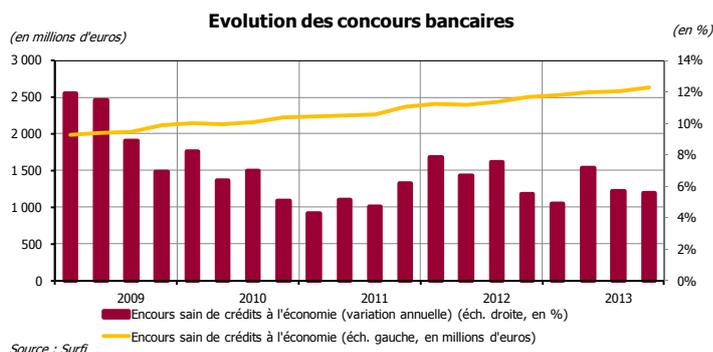
Les dépôts à vue présentent une augmentation notable de 4,2 % (29,5 M€), tandis qu'une légère contraction (-0,9 %, soit -4,1 M€) est observée sur les placements liquides, pénalisés par une décollecte sur les livrets A au dernier trimestre (-3,2 % sur l'année, soit -5,8 M€), et par une baisse notable de l'encours sur les OPCVM monétaires (-23,1 %, soit -11,0 M€).

Les placements à long terme s'inscrivent en hausse de 0,3 % (1,4 M€), principalement portés par les placements en contrats d'assurance vie (+6,3 %, soit 13,1 M€) et par l'augmentation de l'encours des plans d'épargne logement (+7,5 %, soit 6,6 M€). La forte baisse des placements en actions (-13,5 %, soit -20,3 M€) résulte davantage d'une valorisation en baisse du portefeuille qu'à une décollecte.



Une activité de crédit principalement portée par le financement de l'habitat

En matière de financement des entreprises, les concours sains s'inscrivent en hausse de 5,9 % sur un an (75,9 M€) et totalisent 1 353,8 M€ au 31 décembre 2013. Les crédits à l'habitat, dont l'encours s'établit à 841,0 M€, représentent 62 % des crédits aux entreprises et restent le premier moteur de l'activité financière. L'augmentation de l'encours des crédits à l'habitat (+7,5 %, soit 58,9 M€) contribue pour plus des trois quarts à la hausse globale des crédits aux entreprises. Les crédits à l'investissement sont en hausse de 5,3 % (20,7 M€), en raison d'une progression des encours de crédits d'équipement (+7,0 %, soit 20,5 M€). La diminution des crédits d'exploitation de 6,9 % (soit -6,9 M€) s'explique principalement par une baisse significative en 2013 des comptes ordinaires débiteurs (-11,7 %, soit -5,6 M€).



Les crédits aux ménages maintiennent leur rythme de progression, avec une hausse de 7,8 % (soit 62,1 M€), portant l'encours sain à 857,9 M€. Comme pour les crédits aux entreprises, cette évolution résulte notamment de la croissance des crédits à l'habitat (+8,9 %, soit 56,2 M€), qui représentent 80 % de l'encours sain des ménages. Les crédits à la consommation repartent à la hausse en 2013 (+3,7 %, soit 6,0 M€) pour totaliser 170,7 M€ d'encours.

L'encours sain de crédits aux collectivités locales est en hausse de 1,6 % (6,2 M€), pour s'établir à 386,9 M€. Cette évolution est imputable à la hausse des crédits à l'équipement (+1,7 %, soit 6,3 M€).

Le taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux s'établit à 4,0 %, en légère amélioration par rapport à fin décembre 2012 (-0,2 point). L'encours des provisions pour l'ensemble des établissements de crédit augmente de 1 % pour s'établir à 62,9 M€ portant ainsi le taux de provisionnement global à 59,5 % (+0,5 point sur l'année).

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2014

Pour le début d'année 2014, les chefs d'entreprise anticipent une amélioration de leur activité même s'ils n'envisagent pas d'investir à un an.

Le début d'année difficile pour le secteur de la construction laisse présager une activité incertaine en 2014. Une première enveloppe de 17,6 M€ a été versée à la filière au titre d'un décalage de paiement de l'Etat sur les crédits de la ligne budgétaire unique. Ce versement devrait permettre d'honorer des engagements financiers vis-à-vis des professionnels du BTP (sur un total de 35,7 M€ selon la Fédération régionale du BTP). Même si le secteur reste prometteur avec à ce jour 13 000 demandes de logements toujours insatisfaites, l'année 2014 pourrait être mitigée. En effet le nombre de logements sociaux mis en chantier en 2013 est en recul par rapport aux années précédentes et cette évolution serait susceptible d'impacter les réalisations de l'année 2014.

Avec un programme de lancements d'une plus grande ampleur que l'année précédente, le secteur du spatial devrait encore contribuer de façon conséquente à la croissance de l'économie guyanaise. Arianespace affiche l'ambition de continuer à garantir à l'Union européenne un accès indépendant à l'espace (via la mise en orbite d'une constellation de satellites Galileo mais aussi les véhicules de transfert automatisés ou ATV), de maintenir sa compétitivité avec Ariane 5 ME et de renforcer son leadership avec le projet Ariane 6. L'enveloppe annoncée pour l'activité spatiale en 2014 s'élève à 2,1 Md€, représentant un effort financier par habitant et par an de 30 € contre 46 €/an/hab. pour les États-Unis.

Les professionnels du secteur du tourisme dans leur ensemble témoignent d'une amélioration de leur activité. L'embellie prévue pour la fin de l'année 2013 s'est confirmée et les anticipations pour les premiers mois de 2014 sont encore positives.

L'évolution de l'activité de la filière aurifère dont les performances sont en retrait n'est pas éloignée des tendances internationales à la baisse.

Le potentiel attaché à la découverte de pétrole au large de la Guyane permet d'envisager des perspectives de développement pérenne mais sur un horizon de longue période.